

Mise au point sur la guerre en Bosnie et invitation à la marche de la paix, à Srebrenica, vingt ans après !

Quelques erreurs significatives dans une Histoire de la Bosnie et Herzégovine, produite par l'université pour le compte du gouvernement suisse, donnent l'occasion à Ivar Peterson, de l'association Solidarité-Bosnie Suisse, de faire le point sur cette histoire de la guerre en Bosnie remettant le conflit dans sa perspective historique jusqu'à aujourd'hui, où Solidarité-Bosnie appelle à la Mars Mira, la Marche de la Paix, qui rassemble de nombreux participants depuis des années, et qui se tiendra cette année à partir du 8 juillet, à partir de Nezuk vers Srebrenica, « refaisant en sens inverse le trajet de la tragique colonne de juillet 1995 », pendant trois jours de marche, vingt ans après.

Ce document, réalisé par l'Université de Neuchâtel a été publié sous l'égide de l'Office fédéral des migrations (ODM) et de la Direction du développement et de la coopération (DDC).

Il a le mérite de donner une vue globale de la diaspora de Bosnie-Herzégovine et de proposer un engagement économique de la diaspora. Mais un passage est problématique.

ERREURS DANS «HISTOIRE DE LA BOSNIE ET HERZÉGOVINE »

Page 14 : « La dissolution de la Yougoslavie a entraîné l'éclatement en BiH de conflits armés, chaque partie souhaitant défendre ses propres revendications politiques et territoriales »

P. 18 : « Un conflit interethnique éclate alors entre Musulmans, Serbes et Croates, qui tous défendent des idées politiques différentes ».

Cette version de « guerre civile » ou « conflit inter-ethnique » a été avancée par la propagande serbe et reprise par les grandes puissances. Elle n'est pas basée sur un examen sérieux des faits, mais obéit à d'autres motivations. Ce chapitre doit donc être revu et corrigé.

Les organisations de la société civile (comme le mouvement « Citoyens-citoyennes pour la Bosnie » qui a regroupé en France 400 collectifs entre 1992 et 1996) ont développés leur propre analyse, qui concluent à la responsabilité de la Serbie de Milosevic dans la menée des guerres qui ont ravagé la Yougoslavie et plus particulièrement la Bosnie-Herzégovine.

Les experts du TPIY (Tribunal Pénal International sur la Yougoslavie) qui ont enquêté sur place, ainsi que les reporters comme Jean Hatzfeld ou Rémy Ourdan arrivent à la même conclusion. Et on

ne pourra pas faire taire les Bosniaques, à la fois victimes et témoins des exactions.

Les autorités suisses ont éludé la question. Le Conseil fédéral n'a pas répondu à la question posée par la députée Marianne Huguenin en 2005 sur la qualification de la guerre en Bosnie-Herzégovine.

LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (1992-1995) ET SES PRÉMISSSES

A première vue, il peut sembler contradictoire que les nationalistes serbes et les grandes puissances s'accordent sur la définition de « guerre civile ». Mais cette thèse permet à la Serbie d'esquiver sa responsabilité et aux grandes puissances d'occulter leur rôle dans la destruction de la Yougoslavie socialiste autogestionnaire.

Après la chute de l'URSS, les décideurs des grandes puissances (USA, Union européenne) ne voulaient pas d'une Yougoslavie autogestionnaire (et en plus leader des pays non-alignés), qui donnait une part de pouvoir aux travailleurs, à l'inverse du projet neo-libéral basé sur le pouvoir financier et des multinationales par les privatisations et le « libre-échange ».

Les agents des grandes puissances ont trouvé en Yougoslavie des dirigeants qui ont rapidement compris, dès 1989 en tout cas, qu'ils ne pouvaient rester au pouvoir qu'en se lançant dans la création de partis nationalistes sous l'allégeance au neo-libéralisme.

Ce tournant a été facilité par la grave crise économique dans les années 80 due à plusieurs facteurs :

- 1 L'aide aux luttes anti-coloniales (notamment à l'Algérie) a dépassé les capacités économiques de la Yougoslavie.

- 2 La fin de la « guerre froide » a supprimé une rente de situation entre l'est et l'ouest.
- 3 Le FMI et la Banque mondiale ont voulu imposer le modèle neo-libéral (Markovic) en échange de prêts, ce qui a entraîné une dislocation de l'économie yougoslave basée sur une certaine autonomie du pays et une répartition de l'industrie (pas toujours rationnelle) entre les 6 Républiques constitutives de la Yougoslavie.

La mort de Tito en 1980 a coïncidé avec un processus d'autonomisation croissante des Républiques. La Slovénie et la Croatie n'ont plus voulu compenser la faiblesse économique d'autres Républiques.

A cela, il faut ajouter la contradiction entre un pouvoir politique vertical (la « Ligue communiste ») et le développement d'une démocratie économique autogestionnaire, de caractère horizontal.

Les JO de Sarajevo de 1984 ont été un grand moment, mais la crise s'est amplifiée.

MONTÉE DU NATIONALISME SERBE ET DES AUTRES NATIONALISMES

L'émergence du nationalisme serbe a été préparée par « l'Académie des sciences et des arts de Belgrade ». Les étapes marquantes ont été le discours de Milosevic au « Champ des merles » et la suppression de l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine (en 1989), en captant leurs voix à la Présidence yougoslave, ce qui donnait 4 voix (avec le Montenegro) aux nationalistes serbes, face aux 4 voix de la Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine et Slovénie.

Cette manipulation a paralysé la Présidence yougoslave et entraîné par réaction la montée des nationalistes croates et slovènes et l'effondrement de la Yougoslavie.

Les nationalistes serbes ont alors joué la carte militaire, l'armée yougoslave (JNA) étant contrôlée par les officiers serbes, majoritaires. En 1991, attaque brève contre la Slovénie et contre la Croatie, dont elle a occupé un tiers du territoire (bombardement de Vukovar et Dubrovnik).

L'AGRESSION CONTRE LA RÉPUBLIQUE DE BOSNIE-HERZÉGOVINE

En mars 1991, une année avant le début de la guerre en Bosnie-Herzégovine, Milosevic (président de la Serbie) et Tudjman (président de la Croatie) se sont rencontrés à Karadjordjevo en Voïvodine et se sont entendus sur un plan de dépeçage de la « République de Bosnie-Herzégovine » en prévoyant de ne laisser aux Bosniaques (Musulmans) qu'un petit moignon de territoire au milieu.

En mars 1992, suite aux déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, les Bosniaques ont été contraints, face au risque d'être soumis à la Serbie, d'opter pour l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Le vote sur l'indépendance (parrainé par la Commission Badinter) a obtenu 63 % des voix.

Le 6 avril 1992, jour de la Déclaration d'indépendance, les forces serbes ont mené des attaques sur le 2/3 du territoire de la Bosnie-Herzégovine et ont débuté le siège de plusieurs villes, dont Sarajevo, Gorazde, Maglaj, Mostar.

L'ONU a reconnu l'indépendance de la « République de Bosnie-Herzégovine » en mai 1992 ; mais a décidé de maintenir envers ce

nouvel État l'embargo sur les armes qui était imposé à l'espace yougoslave. Kofi Annan a reconnu plus tard, dans un rapport sur le génocide de Srebrenica présenté à l'AG de l'ONU de novembre 1999, que la « République de Bosnie-Herzégovine » « a été privée de son droit de légitime défense ».

C'était là un premier cadeau aux dirigeants de Belgrade et de la « République serbe » (auto-proclamée), qui disposaient d'armes en abondance alors qu'au début du conflit, la « République de Bosnie-Herzégovine » n'avait pas d'armée et que les armes de la « Défense territoriale » (TO) avaient été confisquées par l'armée yougoslave une année auparavant, en 1991.

Les avions de la JNA, basés en Serbie, ont bombardé la Bosnie-Herzégovine et l'artillerie a également été utilisée depuis le territoire serbe, notamment pour bombarder la région de Srebrenica.

La « République serbe » de Bosnie (qui contrôlait déjà depuis 1991 des territoires dissidents), a bénéficié de l'armement lourd (tanks, artillerie et munitions) fournit par la JNA lors de son retrait de Slovénie et de Croatie.

Les nationalistes serbes disposaient aussi d'une arme redoutable : celle de la propagande, largement utilisée sur place ainsi qu'à l'étranger, contre les Musulmans (le nom Musulman attribué aux Bosniaques entre 1968 et 1993 a joué en leur défaveur). Cette propagande a été relayée dans nos pays par les ambassades « yougoslaves » (contrôlées par Milosevic) et par des politiciens de droite et de gauche, qui désignent les Musulmans comme agresseurs à l'instar des thèses de « guerre entre civilisations » de Samuel Huntington, en niant le génocide de Srebrenica.

Les populations de Serbie et Serbes de Bosnie ont été otages de la propagande nationaliste serbe prétendant que les Musulmans voulaient

imposer un « État islamique » et tuer les non-musulmans. Ceci a été l'un des vecteurs du dit « nettoyage ethnique » qui a causé la mort d'environ 100.000 personnes, en grande majorité des civils Bosniaques (Musulmans).

La volonté génocidaire des nationalistes serbes s'est donc exercée depuis le début de l'agression en 1992 (camps d'extermination de Bratunac, Prijedor, etc.) et non pas seulement lors de l'attaque de la « zone de sécurité de Srebrenica » en juillet 1995.

Il faut relever que les nationalistes croates, sur la base de l'accord secret de Karajordjevo de 1991, conclu entre les présidents Milosevic et Tudjman, ont attaqué les Bosniaques entre avril 1993 et avril 1994 et ont également participé, durant cette période, au « nettoyage ethnique » et à la destruction de vieilles villes de la période ottomane à Mostar et Stolac.

La complicité des grandes puissances : Les négociations, dites de Paix, qui se sont déroulées notamment à Genève, ont toutes été menées dans l'optique du démantèlement de la « République de Bosnie-Herzégovine » et du partage de son territoire, sur la base du plan initial adopté par Milosevic et Tudjman en mars 1991 à Karadjordjevo. C'est pourquoi ces derniers ont été invités à Dayton en décembre 1995 pour signer la partition du pays en deux « entités ».

Les Bosniaques ont certes bénéficié à Dayton d'un territoire moins restreint que prévu initialement, mais c'est surtout grâce à la résistance qu'ils ont menée, le plus souvent avec des moyens dérisoires. La délimitation entre la « Fédération de Bosnie-Herzégovine » et « République serbe » a été fixée par les lignes de front, à part quelques échanges de territoires, notamment le rattachement du quartier de Grbavica (occupé par les forces serbes durant la guerre) à la Municipalité de Sarajevo.

L'OTAN est certes intervenue pour dégager le siège de Sarajevo en septembre 1995, mais ceci au prix du sacrifice de 8370 hommes de la « zone de sécurité de Srebrenica », abandonnés par l'ONU en juillet 1995. L'ONU avait le devoir de défendre cette « zone », mais il en a été décidé autrement pour provoquer un choc dans l'opinion publique qui a permis à l'OTAN de se redéployer.

La Grande-Bretagne et les USA ont usé de leur influence pour escamoter, par des juges félons, le « Mémoire » des réunions du « Conseil de défense serbe » présidé par Milosevic entre 1992 et 1995, qui n'a jamais été transmis (comme l'a révélé Florence Hartmann) à la « Cour Internationale de Justice » (CIJ) qui jugeait à La Haye la plainte déposée en 1993 par la « République de Bosnie-Herzégovine » contre la Serbie pour agression et génocide.

Le verdict de la CIJ en février 2007 est donc le résultat d'une manipulation : la Serbie de Milosevic a été exemptée de toute responsabilité dans la menée de la guerre en Bosnie-Herzégovine et juste blâmée « pour n'avoir pas empêché le génocide de Srebrenica »...

On peut comprendre l'écoeurement des Bosniaques. En effet, les jugements du TPIY concluent à des responsabilités individuelles (Karadzic, Mladic...) et non à des responsabilités d'appareils d'État...

Malgré la reconnaissance du génocide de Srebrenica, toute cette région qui longe la Drina de Srebrenica à Bjelina, a été donnée à la « République serbe »(RS) par les Accords de Dayton. La population de cette région était avant la guerre en majorité bosniaque à plus de 70%.

Les enfants des survivants du génocide sont ainsi forcés d'apprendre dans les écoles de RS que la Bosnie-Herzégovine (qui a une histoire millénaire) n'existe pas et ne serait selon la propagande serbe «qu'une création de Dayton ». En lieu et place, sont enseignés la littérature et histoire serbes. Après avoir demandé en vain l'appui des

représentants internationaux (censés les protéger en tant que minorité) pour négocier un changement dans le cadre de l'École de la RS, des Bosniaques ont décidé d'ouvrir leurs propres écoles, suite à l'action des parents de Konjevic Polje qui ont ouverts en janvier 2014 l'École de Nova Kasaba (à 30 km. de Srebrenica) regroupant 117 élèves et 16 enseignants venus de Sarajevo, avec une pédagogie basée sur la créativité et l'entraide.

SANS UN PROJET DE RÉUNIFICATION : UN AVENIR PLOMBÉ

L'Accord de Dayton de décembre 1995 a remplacé la « République de Bosnie-Herzégovine » (pourtant reconnue internationalement) par deux « entités » antagoniques : la « Fédération de Bosnie & Herzégovine » (51 % du territoire) et la « République serbe » (49%), dans le cadre d'un montage institutionnel kafkaïen, qui maintient les divisions et les risques d'un nouveau conflit...

Alors que les dirigeants de tous bords, censés être adversaires, s'enrichissent notamment par l'importation de produits fournis par les multinationales au détriment des produits locaux, les travailleurs sont empêchés de lutter ensemble par la division du pays. Le programme de privatisation a jeté à la rue des milliers de travailleurs et le taux de chômage avoisine les 45 %...

Les mouvements de révolte sociale en février de cette année, ont montré le fossé grandissant entre une classe de politiciens et hommes d'affaire et une population qui a été dépossédée et appauvrie.

POUR UNE ALTERNATIVE BASÉE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Il est nécessaire dans le contexte actuel que les citoyens de Bosnie-Herzégovine s'organisent en associations et coopératives, dans le cadre de réseaux régionaux d'entraide et d'échanges. Et que la diaspora, qui dispose de plus de moyens financiers soutienne des projets économiques et notamment le développement du tourisme urbain et rural, en lien avec les partenaires locaux.

La « Marche pour la Paix (qui a débuté en Suisse entre 2000 et 2004), regroupe depuis 2005 environ 7000 marcheurs sur le « Chemin de Paix » du 8 au 10 juillet, entre Nezuk et Srebrenica, refaisant en sens inverse le trajet de la tragique colonne de juillet 1995, et par solidarité avec les survivants du génocide qui sont retournés sur leur terre depuis l'an 2000. Ils ont ouverts des chambres d'hôtes et peuvent accueillir des marcheurs entre avril et octobre.

Ce chemin pourrait être prolongé en GR au nord vers la Hongrie et au sud vers Dubrovnik en tant que trait d'union entre des régions tour à tour croate, serbe et bosniaque.

A Srebrenica, grâce à l'élection de maires bosniaques qui favorisent le rapprochement, il y a des équipes mixtes dans l'administration communale, au Centre culturel, au Centre commercial et dans l'équipe de foot. Cela démontre parfaitement l'absurdité des séparations « ethniques ». En effet, si un tel processus peut exister dans l'endroit du pire, c'est possible dans toute la Bosnie-Herzégovine.

Quelques maires serbes de RS sont également ouverts au rapprochement. Mais cela coince au niveau des dirigeants de la « République serbe », qui poursuivent le rêve de « Grande Serbie » de détacher la RS de la Bosnie-Herzégovine, ce qui risque d'entraîner une nouvelle guerre. Il est nécessaire que les Bosniens puissent se concerter

sur le projet de réhabilitation d'une « République de Bosnie-Herzégovine » réunifiée, basée sur des droits égaux pour tous les citoyens et la reconnaissance réciproque de la diversité culturelle, sur une base fédéraliste.

Les Bosniaques en général sont restés attachés à une Bosnie-Herzégovine plurielle et ont fait preuve de beaucoup de solidarité avec les Bosno-Serbes lors des inondations du mois de mai. Mais ces derniers sont encore trop soumis à la propagande nationaliste serbe. Mais il y a aussi des Serbes, comme l'ex-Général Jovan Divjak, très populaire à Sarajevo, qu'il a défendu durant la guerre. Son association aide par des bourses scolaires les enfants des trois communautés.

Il faut aussi rendre hommage aux « femmes en noir » de Belgrade, qui se sont courageusement opposées à Milosevic et qui viennent chaque été le 11 juillet au Mémorial de Potocari. Des jeunes serbes, venus de Belgrade à vélo pour la commémoration du génocide de Srebrenica en 2014 ont été attaqués et blessés par des extrémistes serbes.

Si la Bosnie-Herzégovine, et en particulier Srebrenica, ont subi un génocide mené par les forces serbes, la majorité des populations de l'ex-Yougoslavie ont subi un « génocide économique » comme nous l'ont dit les travailleurs en lutte de l'usine Dita de Tuzla, qui espèrent pouvoir relancer une partie de leur production, ce qui contribuerait à redonner un espoir dans cette ville sinistrée, mais où coexistent toujours les trois communautés.

IVAR PETTERSON
PRÉSIDENT SOLIDARITÉ BOSNIE
DÉCEMBRE 2014

SOLIDARITÉ BOSNIE

c/o Maison des associations.

Tél. 022/321.63.14 ou 076//349.36.06

15, rue des Savoises. 1205 Genève

Email : info@solidarite-bosnie.ch

Site : www.solidarite-bosnie.ch avec « Forum Bosnie ».

CCP Solidarité Bosnie Genève 10-711427-1

Notre association regroupe depuis 1992 des Bosniaques et des Suisses-romands. Durant la guerre, édition du journal « Mirna Bosna ». En 1997, lancement d'une association pour la création de petites entreprises en Bosnie. Entre 2000 et 2008, participation à « l'Association des survivants de Srebrenica » et promotion de la « Marche pour la Paix ». En 2014, lancement du réseau « Solidarité Internationale Bosnie Herzégovine » avec le projet de construction de 4 Centres polyvalents le long du « Chemin de Paix Srebrenica », servant d'une part aux habitants et d'autre part aux groupes de marcheurs, bienvenus entre avril et octobre.